

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-haine-de-gauche-de-la-souverainete>

La haine de gauche de la souveraineté

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -

Date de mise en ligne : mardi 28 juin 2016

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Nous vivons un moment souverainiste, comment le nier, avec le vote sur la sortie de la Grande Bretagne de l'Union européenne. Mais, ce « moment » ne date pas de ce vote. Il a commencé en novembre dernier, lors de la tragique nuit du 13 où la France fut endeuillée par d'odieux attentats. J'en ai fait le constat dans un ouvrage récent, *Souveraineté, Démocratie, Laïcité* [1].

Ce moment souverainiste découle des aspirations démocratiques des peuples. Il a pris forme dans la décision de François Hollande de mettre en oeuvre l'état d'urgence. Et, comme l'on pouvait le prévoir, il s'est trouvé dépassé par les conséquences de son acte. Un homme ne croyant plus à la souveraineté française obligé de faire un acte souverain : telle est la contradiction dans laquelle il se débat, et en un sens se noie.

Cette contradiction est devenue encore plus évidente avec le vote britannique du 23 juin. L'incohérence de ses réactions, justement notée par plusieurs dirigeants politiques qu'il a reçu le samedi 25, en découle. Ainsi, Jean-Luc Mélenchon déclarait-il sortant de cette réunion : « Je ressors quelque peu consterné. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est une agitation et des bricolages, et pas du tout une réponse à la hauteur des événements » [2]. D'autres on fait des constats encore plus cruels. Mais, ceci pose aussi, avec une force certaine, la question du rapport de la gauche à la souveraineté.

L'insistance mise par certains à vouloir attacher le mot « gauche » à divers actes, qu'il s'agisse d'une sortie potentielle de l'Euro au « *Brexit* », est ici révélatrice. Tout d'abord de leur embarras face à des actes dont ils sentent bien la nécessité mais dont ils ont du mal à assumer l'origine. Comme si parler d'une sortie de l'Euro « de gauche » changeait quoi que ce soit à l'affaire. Ensuite, sur le fond, quant à la question de la souveraineté. Or, historiquement, la gauche a toujours portée haut et fort la question de la souveraineté, du moins jusqu'au années 1920. Il faut alors comprendre pourquoi elle s'est éloignée de cette notion, au risque de se mettre en porte-à-faux que ce soit avec son combat pour la démocratie politique ou que ce soit avec une partie importante de son électorat. Les turbulences que connaît aujourd'hui le parti travailliste en Grande-Bretagne illustrent ce problème [3].

Les raccourcis tactiques

La rupture avec la question de la souveraineté peut être purement tactique au départ. Ce fut le cas d'ailleurs en Grande-Bretagne. La gauche britannique ayant subi une défaite majeure des mains de Mme Thatcher a pensé, et avec elle une partie de la social-démocratie européenne, que le cadre européen lui serait plus propice et qu'elle pourrait limiter les effets pervers d'un rapport de force par trop défavorable en s'appuyant sur un contexte « d'Europe sociale ». Sauf que cette Europe sociale n'a jamais vu le jour et que la structure même des institutions européennes rend impossible cette « Europe sociale ». Dans un article récent, Cédric Durand en tire les conclusions : « ...l'intégration continentale ne progresse alors plus que par lente sédimentation des décisions de la Cour de justice de l'Union européenne. Sa relance dans les années 1980, qui conduit à la réalisation du marché unique puis à l'union économique et monétaire, coïncide avec l'affirmation de l'idéologie néolibérale et de l'hégémonie de la finance » [4].

Dès lors les discours sur la volonté de construire, dans le cadre de l'Union européenne, une « autre Europe » doivent être pris pour ce qu'ils sont : au mieux des illusions, au pire des mystifications mensongères qui n'ont pour but d'emmener les électeurs à soutenir in fine l'UE « réellement existante » dans un mécanisme où l'on reconnaît la transposition du soutien à l'URSS.

Cette rupture tactique est en réalité une position extrêmement inconfortable, qui contraint les partis qui y adhèrent, que ce soit le parti travailliste en Grande-Bretagne ou le PCF en France, à des contorsions politiques et

intellectuelles qui achèvent de les discréditer.

Le millénarisme apocalyptique

Mais, cette rupture avec la souveraineté peut être beaucoup plus profonde. Ce que l'on gagne en logique cependant se fait au prix d'une rupture avec le principe de démocratie. On peut parler, là, d'une involution profonde de la gauche, qui la conduit vers des horizons technocratiques où certains de ses membres peuvent se faire corrompre par l'élite oligarchique. Mais, cette rupture profonde est liée à un événement européen. C'est ce qui explique que les forces de gauche extra-européennes, celles d'Amérique Latine, du Moyen-Orient ou d'Asie, sont restées fidèles à la notion de souveraineté, voire à la notion de nationalisme.

Ce qui justifie, et en partie explique, cette évolution est en réalité le bilan tiré de la guerre de 1914-1918. L'horreur indicible des combats a conduit à deux types de positions. D'une part, elle a suscité un pacifisme intégral qui, logiquement, a voulu supprimer les Nations pour prétendre « supprimer » la guerre. Une première mouture de ce pacifisme intégral a sombré corps et âmes dans la collaboration. Une seconde mouture a pris naissance dans les années 1950 et prétend que la construction européenne (que ce soit sous la forme de la CEE ou de l'UE) est garante de paix. Or, la paix en Europe provient de la réconciliation franco-allemande et de la dissuasion nucléaire, et plus précisément de la diversification de cette dernière lors de l'émergence d'une force de dissuasion crédible du côté français. À rebours, l'UE s'est avérée un facteur de troubles et de guerre sur sa périphérie, comme le montre la guerre civile dans l'ex-Yougoslavie, engendrée par la volonté de certains de rejoindre l'UE au plus vite.

D'autre part, l'horreur de la guerre de 1914-1918 a aussi engendré l'idée d'une rupture radicale, concrétisée dans la Révolution russe. Se construit alors une pensée millénariste qui se prépare à une « fin des temps » dont surgira un monde nécessairement meilleur. Comme tout millénarisme, ce dernier est, bien entendu, profondément opposé à la notion de souveraineté parce que celle-ci implique l'existence de médiations politiques (la démocratie) alors que la pensée millénariste prétend construire un monde unifié, dépourvu de médiations. Telle est la source profonde du rejet par la gauche « révolutionnaire » ou « radicale » de la notion de souveraineté. Elle ne peut, cette gauche, retrouver cette notion qu'en disant adieu au rêve millénariste et en revenant à l'Histoire et à ses méandres comme à ses ruses.

Ce millénarisme est cependant constamment réactivé par des peurs présentant l'Histoire comme sur le point de se finir, qu'il s'agisse de la peur de la guerre nucléaire ou du changement climatique. Ce que l'on conteste est bien entendu non pas le caractère dramatique de tels événements, mais le fait qu'ils interrompraient le fil de l'Histoire et qu'ils justifieraient une pensée niant la présence de médiations.

Un legs marxiste ?

Mais, il faut reconnaître que les racines de cette pensée se trouvent déjà dans Marx. La question fondamentale que pose la démarche de Marx n'est pas la critique des illusions de la neutralité de l'État, ou du caractère illusoire de la représentation d'une communauté nationale dépourvue de conflits, visions qui sont celles des courants démocratiques de la première moitié du XIX^{ème} siècle contre lesquels il propose sa théorie du communisme [5]. Cette critique est juste, et reste opératoire. Ce qui pose problème est qu'elle nous propose aussi une critique de l'État à partir d'une utopie, celle de la société sans classe, dénuée de fétichisme. Cette utopie est parfaitement congruente avec l'utopie libérale issue de la tradition néoclassique. Ceci peut alors conduire à une naturalisation de fait de l'économie et de la société qui aboutit à une dépolitisation du politique.

La politique, perçue comme l'espace à la fois d'expression et de constitutions de représentations collectives, la notion de l'espace de controverse que l'on a déjà beaucoup utilisée, disparaît alors. Cette dérive n'est d'ailleurs pas le propre de ce que l'on peut appeler le marxisme soviétique ou stalinien. Quand Trotski se pose la question de la nature des conflits sous le socialisme à venir, il ne les voit qu'entre ce qu'il appelle des « partis techniques » [6]. Les choix économiques sont ici réduits à des options techniques.

Ceci explique sans doute pourquoi nombre de penseurs nourris du marxisme très particulier qui circulait en URSS et dans les pays du bloc soviétique, peuvent se rallier si facilement aux thèses ultra-libérales. De même, on peut comprendre comment certains anciens marxistes, et en particuliers ceux qui ont entretenus avec la pensée de Marx les rapports les plus dogmatiques, se sont si aisément convertis aux idées libérales, comme par exemple M. Barroso.

Il nous faut donc réfléchir profondément aux sources de la négation de la souveraineté. Ces sources conduisent les forces se disant de gauche dans des impasses, que ce soit à très court terme, et la crise actuelle du Labour en Grande-Bretagne en est une démonstration, ou que ce soit à long terme en conduisant ces forces à nier le principe démocratique sur lequel elles sont en réalité assises.

Jacques Sapir pour [RussEurope](#)

[RussEurope](#). Paris, le 27 juin 20

***Jacques Sapir** est un économiste français, il enseigne à l'EHESS-Paris et au Collège d'économie de Moscou (MSE-MGU). Spécialiste des problèmes de la transition en Russie, il est aussi un expert reconnu des problèmes financiers et commerciaux internationaux. Il est l'auteur de nombreux livres dont le plus récent est « La Démondialisation » (Paris, Le Seuil, 2011).

[1] Sapir J., Souveraineté, Démocratie, Laïcité, Paris, Michalon, 2016.

[2] [Déclaration de Jean-Luc Mélenchon](#)

[3] <http://www.bbc.co.uk/news/uk-politi...> et Labour Leader Jeremy Corbyn Rejects Calls To Stand Down, www.brexit-corbyn-resignation-euref...

[4] <http://www.contretemps.eu/intervent...>

[5] Voir J. Torrance, Karl Marx's Theory of Ideas , Cambridge University Press et Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, Cambridge-Paris, 1995.

[6] Voir, L. Trotsky, Terrorisme ou Communisme, UGE, coll. 10/18, Paris, 1963.